

Unité départementale de la Manche
1 bis rue de la Libération
BP 70272
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 15/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CPC COTENTIN

ZI de La Canurie
BP 13
50250 La Haye

Références : 2023-50-197
Code AIOT : 0005301955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2023 dans l'établissement CPC COTENTIN implanté ZI de La Canurie BP 13 50250 La Haye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CPC COTENTIN
- ZI de La Canurie BP 13 50250 La Haye
- Code AIOT : 0005301955
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS CPC Cotentin est spécialisée dans l'impression d'emballages ou d'étiquetages destinés essentiellement à l'industrie agroalimentaire (étiquetage des bouteilles d'eau minérale, de boîtes de surgelés, de sachets pour les farines ou les salades, etc.)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Dossier de réexamen IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Point de contrôle provenant d'une <u>précédente</u> inspection :	Autre information
4	Déclaration de modification / porter à connaissance	Code de l'environnement du 01/03/2023, article R.181-46	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Point de contrôle provenant d'une <u>précédente</u> inspection :	Autre information
1	Arrêté préfectoral d'un site IED	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 515-60	/	Sans objet
2	Arrêté préfectoral d'un site IED	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 515-61	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Point de contrôle provenant d'une précédente inspection :	Autre information
3	Arrêté préfectoral d'un site IED	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 515-62	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

CPC Cotentin est réglementée par un arrêté préfectoral complémentaire compatible avec la directive européenne n° 2010/75/UE dite "IED", dans sa version en vigueur en 2014. Ses rejets en COV respectent cependant, tant les valeurs limites d'émissions actuelles, que celles qui devrait lui être imposées fin 2024. Elle a déposé un dossier de réexamen complet. Un nouvel arrêté complémentaire actualisera dans un proche avenir, les prescriptions applicables à ses activités, dès remplacement de son système actuel de traitement des COV par oxydation thermique, par un autre plus performant. Il est rappelé que la mise en conformité des installations, avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 février 2022, applicables aux installations classées relevant du régime de l'autorisation sous la rubrique 3670, doit intervenir au plus tard le 9 décembre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté préfectoral d'un site IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 515-60
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence d'un AP IED compatible et sinon proposition APC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions des articles R. 181-43 et R. 181-54, l'arrêté d'autorisation fixe au minimum :</p> <p>a) Des valeurs limites d'émission pour les substances polluantes dont la liste est arrêtée par le ministre chargé des installations classées et pour les autres substances polluantes qui, eu égard à leur nature et à leur potentiel de transferts de pollution d'un milieu à l'autre, sont susceptibles d'être émises en quantités significatives. Ces valeurs limites d'émission peuvent être remplacées par des paramètres ou des mesures techniques garantissant un niveau équivalent de protection de l'environnement. L'arrêté fixe également des prescriptions permettant d'évaluer le respect de ces valeurs limites à moins qu'il ne se réfère aux règles générales et prescriptions techniques fixées par les arrêtés pris en application de l'article L. 512-5 ;</p> <p>b) Des prescriptions en matière de surveillance des émissions, en spécifiant la méthode de mesure, la fréquence des relevés et la procédure d'évaluation, basées sur la partie des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relative à la surveillance ;</p> <p>c) La périodicité de la fourniture obligatoire au préfet des résultats de la surveillance des émissions mentionnée au b, accompagnée de toute autre donnée complémentaire nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation. L'arrêté précise les informations à fournir quant aux résultats de cette surveillance, la période au titre de laquelle elles sont fournies, qui ne peut excéder un an, et la nature des données complémentaires à transmettre ; d) Des mesures relatives à la surveillance et à la gestion des déchets ;</p> <p>e) Des prescriptions garantissant la protection du sol et des eaux souterraines, concernant notamment les moyens nécessaires à l'entretien et à la surveillance périodique des mesures prises afin de garantir cette protection ;</p> <p>f) S'agissant des substances ou mélanges visés au 3° du I de l'article R. 515-59, des prescriptions concernant la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines définissant notamment la</p>

<p>fréquence de cette surveillance. Cette dernière est d'au moins une fois tous les cinq ans pour les eaux souterraines et d'au moins une fois tous les dix ans pour le sol, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution ;</p> <p>g) Les mesures relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif de l'installation et l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt définitif dans le respect des articles L. 512-6-1 et L. 515-30.</p>
<p>Constats : CPC Cotentin a été régulièrement autorisée par arrêté préfectoral de février 2001, modifié en janvier 2014 pour mise en compatibilité avec la directive européenne n°2010/75 du 24 novembre 2010 dite « IED ».</p> <p>Sont intégrées dans ce second arrêté, des prescriptions concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les valeurs limites d'émission pour les substances polluantes susceptibles d'être émises en quantités significatives ; - la surveillance des émissions, la fréquence des relevés et la procédure d'évaluation ; - la périodicité de la fourniture obligatoire au préfet des résultats de la surveillance des émissions ; - les mesures relatives à la surveillance et à la gestion des déchets ; - la protection du sol et des eaux souterraines ; - la surveillance des sols et des eaux souterraines fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution ; - les mesures relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif de l'installation et l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt définitif.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Arrêté préfectoral d'un site IED

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 515-61</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence dans l'AP de la rubrique IED principale et du BREF sinon APC</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation mentionne, parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58, la rubrique principale de l'exploitation ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale.</p>
<p>Constats : L'arrêté préfectoral complémentaire de janvier 2014, qui régit l'établissement, mentionne bien en son article 1.2.1, que ce dernier est soumis aux dispositions de la directive européenne n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010, sous la rubrique 3670 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>En l'absence de classement sous une autre rubrique 3000 à 3999, la 3670 est bien la rubrique principale de l'établissement prévue à l'article R. 515-61 du code de l'environnement. Les conclusions sur les MTD du BREF STS parues au Journal officiel de l'Union européenne, le 10 décembre 2020, lui sont bien applicables.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Arrêté préfectoral d'un site IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 515-62
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence dans l'AP des MTD et sinon APC (si pas déjà dans AMPG sectoriel)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. – Sans préjudice des dispositions des articles R. 181-43 et R. 181-54, les conclusions sur les meilleures techniques disponibles adoptées par la Commission européenne en application de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 servent de référence pour la fixation des conditions d'autorisation imposées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation. II. – Lorsque les prescriptions de l'autorisation sont fixées sur la base d'une meilleure technique disponible qui n'est décrite dans aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables, cette technique est déterminée en accordant une attention particulière aux critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées. Ces prescriptions s'appliquent sans préjudice des dispositions du paragraphe 3 de la présente sous-section, notamment de celles des articles R. 515-67 et R. 515-68. Lorsque les conclusions visées au premier alinéa du présent II ne contiennent pas de niveaux d'émission associés à ces meilleures techniques, l'arrêté d'autorisation fixe des prescriptions assurant que la technique visée au premier alinéa du présent II garantit un niveau de protection de l'environnement équivalent à celui résultant des meilleures techniques décrites dans ces conclusions.
Constats : L'arrêté préfectoral complémentaire de janvier 2014 régissant l'établissement, fixe en son article 3.2.1, des valeurs limites d'émissions en COV, différentes de celles retenues dans les conclusions sur les MTD du BREF STS, reprises dans l'arrêté ministériel du 3 février 2022 applicables aux installations classées relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3670. En ce sens qu'elles sont exprimées en COVNM et en CH4, et non en COVT. Cependant, le suivi de la qualité des rejets sur la période 2018 à 2020, retranscrit dans le dossier de réexamen déposé par CPC Cotentin début 2022, tend à démontrer que: - les rejets en COV de l'établissement, après traitement par oxydation, sont inférieurs aux 20mg/Nm3 de COVT, imposés par le point 3.11.1.2 de l'annexe au susvisé arrêté ministériel du 3 février 2022 ; - et que le pourcentage des émissions diffuses, de l'ordre de 6% d'après le Plan de Gestion des Solvants de l'établissement, est inférieur au 12 % imposé par ce même point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déclaration de modification / porter à connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2023, article R.181-46
Thème(s) : Risques chroniques, Remplacement de l'oxydeur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-

18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Le remplacement de l'oxydeur thermique actuel par un oxydeur plus performant, devra en application de l'article R181-46 du code de l'environnement, et dans un délai non inférieur à 3 mois, être porté avant réalisation à la connaissance de l'autorité préfectorale, avec tous les éléments d'appréciation nécessaire.

Devront en particulier être précisés :

- la période à laquelle le remplacement aura lieu ;
- la durée totale des travaux ;
- les mesures de limitation des émissions durant ces travaux ;
- la nature et la quantité de COV devant ainsi être rejetés ;
- les performances attendues sur les rejets en COV du nouvel oxydeur.

Ceci accompagné de la demande d'adaptation des prescriptions prévue à l'article R181-45 du Code de l'environnement, permettant de déroger temporairement aux dispositions des articles 3.2.1 à 3.2.6, de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2014 réglementant les rejets atmosphériques de l'établissement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

-----<<<<0>>>>-----